

Guinée/Elections municipales

Aux urnes, enfin !

AFP
Conakry/Guinée

Les Guinéens n'avaient plus voté pour un tel scrutin depuis 2005. Celui d'hier semblait très ouvert.

LES Guinéens ont commencé à voter hier pour désigner leurs conseillers municipaux, avec pour la première fois une compétition a priori ouverte dans un pays marqué par plus de 50 ans de régimes autoritaires.

Devant l'école primaire publique de Simbaya, dans la banlieue de Conakry, de longues files se sont constituées dès 07H00 (08H00 au Gabon) obligeant les responsables de ce bureau de vote à commencer les opérations avant 08H00, heure prévue du début du scrutin, a constaté un journaliste de l'AFP.

Les bureaux devaient fermer à 18H00 GMT (19H00 au Gabon) alors que 5,9 millions d'inscrits étaient appelés aux urnes. Le moment de l'annonce des résultats est incertain.

"Je suis content d'avoir accompli mon devoir civique pour des communales, pour



Photo : AFP

Les Guinéens se sont rendus en masse aux urnes hier pour les premières élections municipales depuis 2005.

lesquelles je n'avais jamais voté. C'est la première fois que je le fais pour un maire et j'espère que mon candidat va l'emporter, pour qu'il mette son programme en place, à savoir assainir notre commune, mettre en place un système pour la création de l'emploi et la sécurité de la cité", a déclaré devant l'école de Simbaya Aboulaye Soumah, un chauffeur de taxi. Les dernières élections locales remontent à 2005, sous la présidence du général Lansana Conté (1984-2008), dont le parti

avait raflé plus de 80% des suffrages, ainsi que 31 des 38 communes urbaines et 241 des 303 communes rurales que comptait alors le pays.

Les mandats des exécutifs municipaux étant arrivés à échéance, ils ont été remplacés sous Alpha Condé, élu président en décembre 2010, après une transition militaire de deux ans.

Depuis, le gouvernement invoquait des questions financières pour justifier le report de ce scrutin, l'opposition l'accusant de vouloir ainsi concentrer tous

les pouvoirs.

PRÈS DE 30 000 CANDIDATS• Après de nombreuses manifestations de protestation, souvent meurtrières, et à la suite d'un accord entre le pouvoir et l'opposition et de l'élection présidentielle de 2015, ces exécutifs ont été renouvelés, au prorata des voix obtenues par chaque parti aux derniers scrutins nationaux.

Malgré un nouvel accord, en octobre 2016, fixant enfin les élections locales à février 2017, elles avaient été encore retardées en

raison de divergences sur l'organisation.

En septembre, des dizaines de milliers de personnes ont à nouveau manifesté à Conakry pour exiger l'organisation de ce scrutin finalement convoqué en décembre par le président Condé pour le 4 février.

Pour désigner les dirigeants des 342 communes guinéennes, les électeurs avaient à choisir parmi 29 554 candidats, dont 7 055 femmes, répartis sur plus de 1 300 listes de partis, de coalitions ou se présentant comme candidats indépendants. Les élus constitueront les conseils municipaux, chargés ensuite de désigner les exécutifs locaux.

Ces élections sont un "aboutissement", a estimé la semaine dernière Ibrahima Camara, directeur de campagne du parti de l'ancien Premier ministre Sidya Touré (1996-1999), candidat malheureux aux présidentielles de 2010 et 2015.

Il y voit une "de rampe de lancement pour enfin amener Sidya Touré en 2020 à la magistrature suprême", alors que la Constitution n'autorise pas le président Condé à briguer un troisième mandat.

L'Afrique en bref

• **Guinée équatoriale/Politique.** Eyegue Obama Asue n'est plus Premier ministre

Le président de Guinée équatoriale Teodoro Obiang Nguema a mis fin vendredi aux fonctions du Premier ministre Francisco Pascual Eyegue Obama Asue et de son gouvernement, selon un décret lu samedi à la télévision d'Etat.

• **Maroc/Migrations.** Seize cadavres de migrants repêchés en mer

Les cadavres de 16 migrants, pour la plupart originaires d'Afrique subsaharienne, ont été repêchés en mer samedi au large des côtes marocaines, a-t-on indiqué hier de source médicale.

• **RD Congo/Eglise.** Libération du prêtre arrêté à Kinshasa

Le prêtre catholique Sébastien Yebo arrêté samedi à Kinshasa par les services de renseignements de la police de la République démocratique du Congo a déclaré hier avoir été libéré le même jour après plusieurs heures de détention.

A travers le monde

• **Allemagne/Gouvernement.** Dernières négociations "difficiles" pour sortir de l'imbroglio

La chancelière conservatrice Angela Merkel a entamé hier une dernière série de discussions "difficiles" pour former un gouvernement avec les sociaux-démocrates et enfin sortir d'un interminable imbroglio post-électoral qui l'a affaiblie en Allemagne comme en Europe.

• **Irak/Conflit.** Une liste de 60 "terroristes"

Les services de sécurité irakiens ont publié hier, pour la première fois, les noms des 60 personnes les plus recherchées pour appartenance au groupe État islamique (EI), à Al-Qaïda ou au parti Baas de l'ancien dictateur Saddam Hussein.

• **Iran/Nucléaire.** Téhéran critique Washington

La nouvelle politique américaine en matière de nucléaire militaire "rapproche l'humanité de l'anéantissement", a estimé le ministre des Affaires étrangères iranien Mohammad Javad Zarif dans un message publié sur Twitter dans la nuit de samedi à hier.

• **Syrie/Conflit.** Un pilote russe tué à Idlib

Un pilote russe a été tué dans le nord-ouest de la Syrie après la destruction de son avion, un Soukhoï SU-25, par des tirs d'un groupe jihadiste contrôlant la province d'Idlib, cible d'une vaste offensive des forces prorégime alliées à Moscou.

Mali/Jihadistes

Quatre civils tués dans le centre

AFP
Bamako/Mali

En riposte, l'armée a décidé d'imposer des limitations de circuler.

AU moins quatre civils ont été tués vendredi et samedi dans le nord du Mali, où l'armée a décidé d'interdire, de même que dans le centre du pays, la circulation des motos et des pick-up dans certaines localités pour renforcer la lutte contre les jihadistes.

"De présumés jihadistes ont tué (vendredi) au

moins quatre civils vers la localité de Talataye", située dans la région de Gao, a déclaré à l'AFP un élu de la région, qui a également fait état de la mort d'un nombre indéterminé de "combattants d'un groupe armé".

Des jihadistes s'en prennent régulièrement dans cette région à l'une des branches du Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA), issue de l'ex-rébellion, lui reprochant sa proximité avec un groupe armé pro-gouvernemental, a expliqué un autre élu local.

Les civils considérés comme des proches de cette branche du MSA

font également l'objet d'attaques, a-t-il ajouté.

Selon une source sécuritaire malienne, les assaillants ont pris des otages lors de l'attaque de vendredi, dont "au moins un" a été tué samedi.

Hier matin, "la tension reste vive dans le secteur de Talataye, où des coups de feu ont été entendus", a indiqué une source sécuritaire étrangère.

Face à la multiplication des attaques jihadistes, l'armée malienne a décidé d'interdire cette semaine la circulation des motos et des pick-up, véhicules généralement utilisés par les islamistes, dans plusieurs localités

du centre et du nord.

Sont concernés une douzaine de "cercles" dans les régions de Ségou et Mopti (centre) et Tombouctou (nord-ouest), selon un communiqué de l'état-major.

La mesure inclut le cercle de Nianfunké (Tombouctou), dont une localité, Soumpi, a subi fin janvier une attaque ayant fait 14 morts et 18 blessés dans les rangs de l'armée.

"Les convois humanitaires ou tous autres convois spécifiques doivent requérir l'autorisation du commandement militaire du secteur pour bénéficier d'une escorte", a ajouté l'armée, en précisant que

tout contrevenant "sera traité comme cible militaire".

Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda. Ces groupes en ont été en grande partie chassés à la suite du lancement en 2013, à l'initiative de la France, d'une intervention militaire internationale, qui se poursuit actuellement.

Mais des zones entières échappent au contrôle des forces maliennes et étrangères, malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix censé isoler définitivement les jihadistes.

Burkina Faso/Attaque

Un assaillant abattu lors d'une embuscade contre des policiers

AFP
Ouagadougou/Burkina Faso

UN assaillant a été tué lors d'une embuscade tendue par des hommes armés contre une patrouille de policiers à Déou, localité située dans le nord du Burkina Faso, frontalière au Mali, ont déclaré hier

des responsables de la sécurité.

"Le samedi 3 février aux environs de 15h, une équipe du commissariat de police de district de Déou (province de l'Oudalan, région du Sahel) en mission de sécurisation, a été l'objet d'une attaque par des individus armés", indique la police dans un communiqué transmis à l'AFP.

"Au cours des échanges de tirs, un assaillant a été abattu", a précisé une source sécuritaire, évoquant une des "récurrentes embuscades contre les forces de défense et de sécurité" dans cette région. Selon la police, un ratisage a été aussitôt effectué par les services de police de la localité appuyés par le Groupement des forces

antiterroristes (GFAT) de l'armée burkinabè.

Le nord du Burkina Faso, frontalier du Mali et du Niger, est le théâtre d'attaques jihadistes depuis le premier trimestre 2015, qui ont fait 133 morts en 80 attaques, selon un bilan officiel.

Deux policiers burkinabè ont été abattus lundi dernier à Baraboulé, localité

située dans le nord du Burkina, frontalière du Mali.

En décembre 2016, une attaque contre un bataillon du groupement des forces antiterroristes, stationné à Nassoumbou, près de la frontière malienne, avait fait douze morts. Cette attaque, la plus meurtrière contre l'armée burkinabè, avait choqué le pays.